

24 octobre 1998, Montréal

Allocution à l'occasion du Conseil national du Parti Québécois

Le Québec, cet automne, a un rendez-vous. Un rendez-vous avec lui-même. Les Québécoises et les Québécois seront appelés aux urnes pour faire un choix déterminant pour leur avenir. Aux urnes, il faudra choisir entre deux partis politiques, c'est sûr. Mais pas seulement. Il faudra choisir entre deux chefs aussi, mais pas seulement. Il faudra choisir surtout entre deux chemins, très différents, pour l'avenir du Québec. D'un côté, il y a notre choix, le choix du Parti Québécois. Ce que nous proposons, c'est de continuer à construire, ici, le modèle québécois. Le modèle de la concertation pour l'emploi. Celui de la solidarité et de la justice sociale. Celui du refus des déficits et de l'endettement des jeunes. Le modèle québécois, c'est celui d'un peuple dynamique, entreprenant, entré de plein pied dans la nouvelle économie, et à la fois plus solidaire, plus attaché aux valeurs sociales et communautaires qu'ailleurs sur le continent. C'est le choix du Parti Québécois. Nous avons l'ambition de construire une société à notre image: moderne, innovatrice, et immanquablement québécoise.

De l'autre côté, et c'est la toute première fois que cette option leur est proposée -, les Québécois peuvent choisir un autre modèle que le modèle québécois. Ils peuvent choisir le modèle de l'Ontario de Mike Harris. C'est le choix du Parti libéral du Québec. Le choix de la rupture avec ce que nous sommes et ce que nous voulons être. Et moi je suis content que le chef du Parti libéral ait décidé de dévoiler ses couleurs et de nous dire le fond de sa pensée. On savait qu'il voulait qu'on soit des Canadiens comme les autres. On savait que sa première loyauté était au Canada, pas au Québec. On savait que, pour lui, il n'y a pas deux nations au Canada, mais une seule nation canadienne. Comme le dit un humoriste, il pense que « chaque Québécois est une feuille dans le grand érable canadien ». On savait qu'il était pour des normes pancanadiennes dans tous les domaines, même en santé et en éducation.

On savait même qu'il trouvait que l'accord du lac Meech pouvait être dilué un peu plus. Il trouvait que Robert Bourassa en demandait trop pour le Québec. Mais, depuis une semaine, on a le fond de sa pensée: il pense que les Québécoises et les Québécois devraient s'aligner sur l'uniformité, sur le conformisme des décisions prises ailleurs, par les autres, le reste de l'Amérique du Nord. Il nous dit, sur tous les tons : il faut cesser d'être différents, il faut faire comme les autres. Et pas n'importe lesquels. Il adopte un des modèles les plus à droite du continent, celui de Mike Harris. Ce n'est d'ailleurs pas un secret que le programme libéral, c'est presque mot pour mot le programme que Jean Charest avait proposé l'an dernier lorsqu'il était chef conservateur fédéral. Et ce n'est pas un secret que ce programme s'était inspiré, presque mot pour mot, du programme de Mike Harris. Il en disait beaucoup de bien, la semaine dernière, du programme Mike Harris. C'est une bonne chose qu'on sache à quoi s'en tenir avec le chef néolibéral Jean Charest. Pour plusieurs raisons, mais pour deux raisons en particulier. D'abord parce que son programme, quand il l'avait présenté, aux élections fédérales l'an dernier, ça lui a donné un grand total de cinq députés au Québec. C'est bon signe. Ensuite parce que ça nous permet de comprendre vraiment le modèle Harris-Charest, celui qui veut qu'on se gouverne le moins possible, qu'on s'abandonne à la froide loi du marché et aux décisions de la majorité canadienne. Et maintenant que leur programme et que notre plateforme sont disponibles, les Québécoises et les Québécois pourront

comparer les deux approches, et choisir laquelle leur ressemble le plus, celle dans laquelle ils se reconnaissent vraiment.

Ensemble, on va les aider à faire la comparaison. Et je suis certain que dans votre travail électoral, vous allez rencontrer des arguments comme celui que m'a présenté un étudiant de l'Université Laval, avant-hier. Il m'a dit: un instant! Vous aussi vous en avez fait des coupures dans la santé et dans l'éducation. C'est vrai, il n'y a aucun doute. Il y a quatre ans, le Québec était au bord de la faillite. Avec les 6 000 000 000 \$ de déficit des libéraux, on était sur le point de léguer à nos jeunes un État en lambeaux. Alors il a fallu se ressaisir. On l'a fait en concertation avec toute la société, grâce à nos sommets économiques et à la négociation. Comme c'était dur, on voulait le faire rapidement, pour que ça soit dur le moins longtemps possible. On voulait retrouver dès que possible notre solidité financière pour pouvoir ensuite résister à une récession ou à une catastrophe, comme une crise du verglas. C'est ce qu'on a réussi. Et je tiens à féliciter toutes les Québécoises et tous les Québécois qui ont eu le cran de faire cet exercice salutaire avec nous: les employés de l'État, le monde municipal, les cadres, les professionnels qui ont contribué, et la grande entreprise qui a été sollicitée à hauteur d'un demi-milliard par an, sans compter le Fonds de lutte contre la pauvreté. Et je veux saluer tous les ministres qui ont tenu le cap pendant la tempête. Et qui ont sauvé le Québec de la faillite. Et qui nous ont redonné notre capacité de nous gouverner.

Nous l'avons dit tout le long de l'exercice: notre objectif, c'est de redonner au Québec le moyen de sa solidarité. Nous y sommes, à l'objectif. Dans cinq mois, le déficit zéro sera atteint. Dans cinq mois, si le peuple du Québec nous renouvelle sa confiance, nous aurons atteint l'équilibre du budget, mais aussi l'équilibre dans le niveau d'État que les Québécoises et les Québécois veulent et méritent. Les surplus: aider les particuliers et les familles. Ce que nous voulons, sur cette base enfin solide, c'est de déployer la solidarité québécoise : solidarité pour l'emploi, pour la compassion, pour la convivialité. Ce que le Parti libéral veut faire, sur cette base enfin solide, c'est de démanteler, par principe, l'État des Québécois. Ils ne s'en cachent pas, ils trouvent et répètent que l'État, l'outil collectif du seul peuple francophone d'Amérique – doit être réduit de 30 %. Avec leur obsession ontarienne, ils veulent niveler notre État au niveau de celui de l'Ontario, donc 30 % plus petit. Nous, en éliminant le déficit, on vient de s'astreindre au plus gros effort de notre histoire, mais c'est à toutes fins pratiques terminé. Vous trouvez qu'il y a eu trop de compressions? Vous n'avez rien vu: s'ils sont élus, les libéraux menacent de faire au moins deux fois plus de coupures que ce qu'on vient de vivre. Au moins deux fois plus! Ils veulent un programme ininterrompu sur huit ans de compressions des dépenses. Parce qu'ils s'imaginent que les femmes et les hommes du Québec vont endurer ça pendant huit ans.

Soyons clairs: ils ne veulent pas faire ça pour sauver le Québec. Non. Ils veulent faire ça parce qu'ils trouvent que les citoyennes et les citoyens ont trop de pouvoir sur leur développement économique et social. Ils trouvent que la démocratie québécoise intervient trop pour faire des choix. Pour le chef néolibéral Jean Charest, les choix, il faut les laisser aux forces du marché. D'ailleurs, Jean Charest le dit, dans ses discours. Il affirme que, nous, du Parti Québécois, en éliminant le déficit, on a « touché les symptômes, mais pas la racine du mal », fin de citation. Mais lui, il va arracher la racine de l'État québécois. Lui, il va faire le traitement de canal. Pendant huit ans. Et cette menace de démantèlement de notre pouvoir de décision, ça commencerait tout de suite, si par malheur ils devaient être élus. Nous avons les deux programmes, comparons. Nous, on a travaillé très fort pour que des surplus

apparaissent dès que possible et nous avons l'intention d'utiliser ces surplus pour le bien des femmes et des hommes du Québec. Nous proposons d'utiliser plus d'un dollar sur deux de ces surplus pour réduire les impôts des particuliers, des familles et des gens de classe moyenne, qui l'ont bien mérité. Dès cette année nous avons réduit de 500 000 000 \$ les impôts des Québécoises et des Québécois de revenus modestes. Et pour aider l'emploi dans les petites et moyennes entreprises, nous allons réduire de 37 %, d'ici deux ans, leurs taxes sur la masse salariale. Dans le plan Harris-Charest, d'abord, ils se moquent de savoir s'il y a des surplus ou non. Ils sont disposés à endetter le Québec à nouveau si nécessaire. Les déficits, ça ne les dérange pas – les libéraux sont les champions des déficits et de l'endettement. Leur grande priorité, ce n'est pas les femmes, les jeunes ou les garderies.

C'est le capital. C'est la taxe sur le capital. Et, toutes affaires cessantes, même si la fiscalité des entreprises au Québec est très compétitive avec nos concurrents, ils vont engloutir 2 000 000 000 \$ en 5 ans pour abolir la taxe sur le capital. Ça c'est important pour eux. Et ils sont prêts à endetter la prochaine génération pour y arriver. Nous, avec l'argent des surplus, notre argent, l'argent gagné, pas l'argent emprunté sur le dos des jeunes, nous proposons de prendre presque un dollar sur deux et l'investir en santé, en éducation, pour les familles, pour les jeunes et pour les régions. Et sur quatre ou cinq ans, nous pensons que ça fera une somme considérable. Dans le plan Harris-Charest, il n'est pas question de ça. Selon leur programme, à l'exception de certains services de santé et d'éducation, ils ont l'intention, et je cite, « de geler, pendant quelques années, les dépenses de programmes ». Ils n'ont pas le choix s'ils veulent rapetisser l'État de 30 %. Cette petite phrase sur le gel est très très lourde de conséquences. Ça signifie un gel complet de la compassion au Québec. Comme les besoins augmentent, comme l'inflation joue, un gel, ça veut dire des compressions, année après année. Des compressions pour le principe de faire des compressions. Parce qu'ils trouvent qu'on se gouverne trop au Québec. Qu'on a trop d'État au Québec. Qu'on est trop solidaires au Québec. Une priorité: les familles et l'enfance. Nous, une de nos priorités, c'est l'enfance.

Nous sommes fiers d'avoir permis un gain social majeur au Québec avec les garderies à 5 \$ pour les enfants de trois ans et de quatre ans, et les services de garde scolaire à 5 \$. Déjà, vous l'avez vu, les libéraux veulent mettre en danger le réseau existant des garderies à 5 \$. Réélus, nous allons prolonger le programme aux enfants de moins de trois ans. Si les libéraux sont élus: non! C'est gelé. Pas un sou de plus. En fait, d'année en année, une érosion du financement. De toute façon, dans l'Ontario de Mike Harris, il n'y a pas de garderies à 5 \$. La famille, notre gouvernement a prouvé que c'était une priorité ces dernières années, avec la perception automatique des pensions alimentaires, avec la Loi sur l'équité salariale. Et on va continuer d'en faire une priorité dans notre prochain mandat. Les jeunes couples québécois affirment qu'ils souhaitent avoir en moyenne trois enfants, mais ils hésitent pour toutes sortes de raisons, y compris des raisons financières. Nous voulons donner aux jeunes familles les moyens d'avoir les enfants qu'elles désirent. Et c'est pourquoi nous voulons faire beaucoup pour aider la petite enfance, pour appuyer les élèves à l'école primaire, pour alléger le fardeau fiscal des familles. Nous aurons des choses à dire, pendant la campagne, à ce sujet.

Réélus, nous allons poursuivre notre effort pour le tissu social du Québec : l'action communautaire autonome, l'économie sociale, le mouvement coopératif, les Centres locaux de services communautaires. Si les libéraux sont élus: non! C'est gelé. Pas un sou de

plus. En fait, des compressions. Et en Ontario, vous savez, l'action communautaire autonome, ce n'est pas très à la mode au gouvernement de Mike Harris. Jean Charest trouve même que le mouvement coopératif, le mouvement Desjardins prend un peu trop de place au Québec – c'est ce qu'il a dit avant-hier. Il voudrait que Desjardins brasse un peu moins d'affaires, il veut limiter son champ d'action. Desjardins est un des symboles du modèle québécois, alors ça le dérange. Nous, on est fiers du mouvement Desjardins et on l'appuie, comme on appuie le Fonds de solidarité de la FTQ et la Fondation de la CSN, et on va continuer à les appuyer. Réélus, nous allons continuer à appliquer notre clause d'appauvrissement zéro pour nos concitoyens et concitoyennes qui n'ont pas la capacité d'accéder au marché du travail, et nous allons rehausser le revenu des prestataires d'aide sociale.

Avec le plan Harris-Charest, c'est non. C'est gelé. Et j'ai un secret à vous révéler: en Ontario, il n'y en a pas de clause d'appauvrissement zéro. Je pense que vous commencez à voir l'insupportable étai dans lequel un gouvernement néolibéral nous coincerait. Pas par nécessité. Pas pour sauver l'État. Mais par principe. Par dogmatisme. Parce que c'est leur objectif de rapetisser l'État des Québécoises et des Québécois. Nous, du Parti Québécois, qu'avons-nous fait alors même que nous rétablissions la solidité financière du Québec? Nous avons voté la Loi sur l'équité salariale, une des lois les plus progressistes au monde.

Dans l'Ontario de Mike Harris, le modèle de Jean Charest, ils ont démantelé la loi ontarienne sur l'équité salariale. Ils ont aussi démantelé leur loi anti-briseurs de grève. Nous avons adopté une loi pour la formation en entreprise, qui fait qu'il y a maintenant six fois plus d'entreprises qu'avant qui investissent dans les compétences de leurs employés. Dans le plan Harris-Charest, ça c'est de la réglementation. C'est mauvais. Alors Jean Charest a dit qu'il va abolir ça. Tant pis pour la formation des travailleuses et des travailleurs! Réélus, nous voulons continuer notre travail en faveur des régions du Québec, notamment par le biais d'un fonds de diversification économique des régions. Dans le plan Harris-Charest, c'est non.

C'est gelé. Comme l'aide à l'habitation, l'aide au tourisme, l'aide à l'exportation. C'est le permafrost néolibéral. En fait, c'est bien simple, avec les libéraux, une seule chose ne serait pas gelée: les frais de scolarité! Et nous, nous avons réalisé l'atteinte du déficit zéro par la voie de la concertation. Partout, nous faisons la promotion du dialogue entre les syndicats, les patrons, les groupes communautaires, les jeunes et les aînés. Dans l'Ontario de Mike Harris, depuis son élection, il y a eu quatre fois plus de jours de grève et de lock-out qu'au Québec. Quatre fois plus de conflits. Quatre fois plus de tension et de chicane. Voilà la promesse du chef néolibéral Jean Charest : avec lui, nous aurions des années de conflits sociaux comme le Québec n'en a pas vu depuis longtemps. Il va importer au Québec la confrontation ontarienne. Sa députée de la région de Québec l'a d'ailleurs bien expliqué cette semaine, en annonçant « une bataille majeure (des libéraux) avec les syndicats ». Réduire de 30 % les dépenses publiques du Québec, ça signifie une collision frontale avec tous les employés de l'État et tous les gens qui veulent des services. Geler et comprimer la compassion, cela veut dire une collision frontale avec tout ce que le Québec compte de forces sociales et solidaires. Donner brutalement aux Villes le droit de lock-out et de soustraitance, sans contrepartie, comme l'a annoncé Jean Charest, c'est préparer une collision frontale avec tous les employés municipaux du Québec. Jean Charest veut importer la confrontation.

Nous, nous préférons construire la concertation. Comprenons-nous bien: nous n'avons rien contre l'Ontario. Nous avons même d'excellents rapports avec nos voisins. C'est un partenaire économique important et, dans notre combat pour le droit de retrait avec compensation, un allié solide. Nous respectons leurs choix et leurs différences, et il me fait plaisir d'annoncer aujourd'hui que le Parti Québécois n'endossera aucun parti dans la prochaine campagne électorale en Ontario.... Je suis convaincu que tous les chefs de partis ontariens respirent déjà mieux! L'Ontario fait ses propres choix, mais ce ne sont pas les choix du Québec. On dira ce qu'on voudra, mais il existe un modèle québécois qui s'articule autour de quatre réalités. Premièrement, chez nous, la solidarité est une valeur centrale de notre vie collective et elle doit le rester. Deuxièmement, la concertation est devenue notre marque de commerce pour fixer et atteindre de grands objectifs sociaux et elle doit l'être de plus en plus. Troisièmement, les Québécoises et les Québécois tiennent à un État qui s'implique, activement, dans la promotion économique, et notre économie fait comme nulle part ailleurs sur le continent une large place au mouvement coopératif, à l'économie sociale et à l'investissement syndical comme le Fonds de solidarité. Finalement, nous sommes le seul État francophone d'Amérique – et ça, mes amis, ça change tout.

Notre identité de francophone, notre culture, notre langue officielle et commune, qui les protégera, qui en fera la promotion? Jean Charest pense que c'est le Canada anglais et il nous a reproché, à Louise Beaudoin et à moi, d'avoir convoqué les représentants des grands magasins pour défendre le visage français du centre-ville de Montréal. Lui, premier ministre, il n'aurait pas fait ça. Il a expliqué qu'il aurait laissé chaque grand magasin libre de décider de préserver, ou non, le visage français du centre-ville. Il aurait laissé ça aux forces du marché. Jean Charest a échoué au test de la défense du français. Nous, on pense que ce n'est ni le Canada anglais, ni les forces du marché qui vont défendre notre identité. Ce sont les Québécois eux-mêmes, c'est leur gouvernement, le seul qu'ils contrôlent et qui défend leur intérêt. Le programme du PLQ inspiré de l'Ontario est donc en porte-à-faux au Québec, un peu comme si Mike Harris décidait de faire campagne chez lui en proposant le modèle québécois. La Santé: assez de démagogie! Mais assez parlé de l'Ontario.

Je voudrais vous dire quelques mots sur la santé. Je suis certain qu'on va en entendre beaucoup parler de la part des libéraux pendant la campagne. Et c'est vrai qu'il y a des situations difficiles dans les hôpitaux. Tout récemment, pendant la fin de semaine de l'Action de Grâce, dans la région métropolitaine, les malades ont vécu une expérience désolante. Dans 17 des 19 hôpitaux, les urgences étaient tellement débordées que les patients étaient refusés à l'entrée. Dans 17 hôpitaux des 19 hôpitaux de la région métropolitaine... de Toronto. En Ontario. Pas plus tard que la semaine dernière, Jean Charest vantait la politique de santé de Mike Harris. Jamais au Québec, depuis quatre ans, on a vécu une situation comme celle qui vient de survenir dans l'Ontario de Mike Harris. Nous, depuis notre élection, nous avons réduit de moitié le nombre de patients qui attendent plus de 48 heures à l'urgence. Et nous prenons l'engagement, pour le prochain mandat, d'aller beaucoup plus loin. Nous avons l'objectif d'avoir un maximum de 15 % des patients qui séjournent plus de 24 heures à l'urgence. Et parce que nous allons réinvestir des surplus dans la santé, un budget permanent d'intervention sera aussi mis en place pour résoudre les problèmes d'attente en chirurgie.

Mais cette anecdote des problèmes de salles d'urgence en Ontario met en lumière l'incroyable démagogie que les libéraux québécois ont utilisée au Québec depuis quelque

temps. Je sais que dans des discours préparés, Monsieur Charest a parlé de « carnage » pour décrire la réforme de la santé. Et la chef de l'opposition, qu'il a nommée et qu'il a encouragée à être plus agressive, a déclaré cette semaine qu'il était plus facile de faire soigner des animaux que des enfants au Québec. Je pense que les Québécoises et les Québécois en ont soupé de ce genre de démagogie. Ils en ont soupé des accusations personnelles et outrancières. Tout le monde sait que, partout au Canada, les coupures fédérales en santé ont rendu la tâche difficile à tous les gouvernements, quelle que soit leur affiliation politique. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de solution miracle. Mais tout le monde sait qu'on est en train de réussir la réforme. Qu'on est au moment de l'atterrissage. Alors, nous, on a l'intention de réinvestir en santé une partie de nos surplus. Et on sait exactement là où il faut intervenir.

On connaît les cas problèmes. Les libéraux, eux, ils veulent tout arrêter. Ils veulent réunir des comités pour étudier la question. Dédoubler les structures existantes. Et bien prendre leur temps avant de définir de nouvelles priorités. Quand ils étaient au pouvoir, ils avaient fait perdre au moins quatre ans au Québec, en ne commençant pas la réforme quand il le fallait. Maintenant, ils veulent recommencer à perdre du temps, sur le dos de la santé. Les Québécoises et les Québécois n'ont pas de temps à perdre. En plus des mesures dont j'ai parlé pour les urgences et l'attente en chirurgie, nous avons défini nos priorités. Nous voulons ajouter six centres ambulatoires pendant le prochain mandat. Nous investirons encore davantage pour les soins à domicile, dont les soins infirmiers. Et nous allons développer des services de répit-dépannage et d'assistance aux familles de convalescents et à celles qui ont à charge une personne âgée ou handicapée. Jeunesse: le grand chantier du prochain mandat On a beaucoup de pain sur la planche. Et le grand chantier du prochain mandat du Parti Québécois, ce sera la jeunesse québécoise. Et moi, ce que je veux construire, c'est le Québec de l'an 2000, le Québec de la jeunesse. Je veux mettre toute la société québécoise devant un impératif essentiel: comment mettre la jeunesse au centre de notre action, au centre de nos réformes.

Il faut légiférer rapidement à l'encontre des « clauses orphelins » et redresser les biais qui se sont installés dans la société depuis 20 ans et qui réduisent la place des jeunes au lieu de l'élargir. Il faut donner aux travailleurs autonomes un meilleur encadrement, y compris une assurance parentale taillée sur mesure. Avec un nouveau mandat électoral, nous pourrions retourner à Ottawa en position de force pour rapatrier les sommes qui nous reviennent pour l'assurance parentale. Et nous voudrions, avec les étudiantes et les étudiants, le monde enseignant et les recteurs, rénover l'université québécoise pour qu'elle contribue plus que jamais au développement du Québec. Il faudra d'abord mettre un terme à la précarité du financement des universités. Ce financement, il faut l'augmenter par l'allocation d'une partie des surplus budgétaires à venir. Il faudra aller plus loin encore. En mobilisant l'imagination et le talent du monde universitaire, on peut faire en sorte que les budgets actuels soient nettement mieux utilisés pour rendre un service encore plus grand aux étudiants et au Québec. Donc, plus de ressources à l'université, et mieux ciblées. Plus largement, je pense qu'il faut, en tant que société et en concertation, se donner des objectifs plus ambitieux, pour le Québec et pour sa jeunesse.

À l'heure où les surplus budgétaires vont apparaître, je veux que les choix et les priorités soient définis dans un dialogue entre les générations, parce que la jeunesse devra vivre avec ces choix. Nous avons aussi l'intention de reconnaître les droits des conjoints de même sexe, c'est un pas de plus pour la tolérance et la justice. Nous avons déposé un avant-projet de loi

en ce sens jeudi dernier, pour démontrer notre volonté d'agir. Et je tiens à saluer le travail d'André Boulerice, qui a été la conscience du gouvernement sur cette question, et celui de Paul Bégin et de Serge Ménard, qui ont fait avancer ce dossier important pour le progrès social. Fort d'un nouveau mandat électoral, nous allons aussi amender les lois électorales et référendaire pour que, lors des prochains scrutins, les électeurs et électrices présentent une carte d'identification au moment d'exercer leur vote. Pendant la campagne, nous allons sommer les libéraux d'expliquer pourquoi ils refusent cette mesure de bon sens, souhaitée par l'immense majorité des électeurs. Nous allons interpeller les libéraux et leur demander de nous dire pourquoi c'est normal de présenter une pièce d'identité pour encaisser un chèque, mais pas pour exercer un droit fondamental, le droit de vote. Économie: un modèle québécois qui marche Nos adversaires nous disent: c'est peut-être vrai que le Québec est plus social-démocrate que l'Ontario, plus solidaire que l'Alberta, plus convivial que les États-Unis. Oui, c'est vrai. Mais ça coûte trop cher! Ça nuit à l'économie! Les argentiers libéraux qui conseillent Jean Charest lui disent ça : la solidarité, ça nuit. La compassion, c'est mauvais pour la croissance. Il faut démanteler tout ça, il faut dégraisser tout ça. Mais prenons-les au mot, et regardons les chiffres et les faits. Regardons les statistiques d'emploi.

Pendant notre mandat, notre gouvernement a appliqué une politique équilibrée, menant de front le combat pour la solidarité sociale et pour la compétitivité économique. Avec quels résultats? Comparée au Canada, nous affichons la meilleure performance d'un gouvernement québécois en 13 ans pour la création d'emplois – meilleure que Robert Bourassa, meilleure que Daniel Johnson. Nous avons créé 180000 emplois depuis notre élection, et avons fait en sorte que 110 000 prestataires sortent de l'aide sociale, sortent du piège de la dépendance. Les libéraux, eux, dans leur dernier mandat, avec leur approche de droite – moins à droite que celle de Jean Charest, mais de droite tout de même -, n'avaient pas réussi à créer un seul emploi. C'était l'emploi zéro. Comparée au reste du Canada, c'était la pire performance d'un gouvernement québécois en 50 ans. En fait, la pire depuis qu'on a des statistiques. L'investissement privé croît, cette année, après quatre ans de gouvernement du Parti Québécois, presque deux fois plus vite au Québec qu'au Canada.

Même le Globe and Mail de Toronto doit admettre que, cette année, le Québec a la meilleure performance économique de toutes les provinces. Alors juste sur l'économie, sans parler de la solidarité et des valeurs sociales, ce que Jean Charest nous propose c'est de rompre avec une politique qui crée plus d'emplois que la sienne. Mais un instant! Il y a le plan Harris-Charest, le fameux « plan de décroissance de l'État du Québec ». C'est réfléchi, ça, mes amis. Les meilleurs stratèges économiques ont été réunis pour le concevoir. Des gens qui s'y connaissent en décroissance. Des gens comme le trésorier du Canadien National, Monsieur Sean Finn, un autre maître à penser de Jean Charest. Le CN vient de nous donner un bel exemple du plan de décroissance néolibéral. Ça tient en quelques mots: plus de profits, moins d'emplois. C'est le plan de croissance des mises à pied. Ce sont des génies de l'économie, ces gens qui conseillent Jean Charest. Mais ils ne savent pas la différence entre un investissement et une dépense.

Des génies financiers, qui voudraient dépenser dès cette année en dépenses courantes de l'argent qu'on aura dans quatre ans pour l'immobilisation du métro de Laval. Et ils ont une façon de faire gonfler les chiffres, c'est extraordinaire. Par exemple, le 10 septembre, Jean Charest promettait un total de 2 000 000 000 \$ de baisses d'impôt pendant son mandat. La semaine dernière, il en a promis pour 4 400 000 000 \$. Si la tendance se maintient, d'ici le

jour de l'élection, il va promettre plus de 10 000 000 000 \$. Ce n'est plus un plan de croissance, c'est la multiplication des pains. Remarquez, c'est normal, puisqu'au Canada, ils appellent Jean Charest « le sauveur ». Tout ça, sans aucun engagement de respecter le déficit zéro. L'équipe de Jean Charest, rappelons-le, c'est celle qui nous a laissé en 94 un déficit record de 6 000 000 000 \$. Ce n'est pas surprenant que leur crédibilité soit un peu faible, sur l'économie. Mais là où on peut leur faire confiance, c'est quand ils promettent qu'avec eux au pouvoir, la logique du profit va faire son entrée partout dans le secteur public: dans les administrations d'hôpitaux, dans l'éducation, dans le monde municipal, dans les infrastructures.

Les lobbies libéraux, ceux-là mêmes qui avaient poussé le Québec à la ruine au début des années 90 et qui avaient été dénoncés par Gérard Tremblay, ces lobbies piaffent d'impatience. Mes amis, ces gens-là sont à contre-courant. L'idéologie néolibérale de Jean Charest et de Mike Harris, ce n'est pas nouveau. En fait, c'est rétrograde. C'est l'idéologie des années 80, l'idéologie de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher – vous savez, Mme Thatcher, celle qui réclame la libération immédiate de son ami, le général Pinochet. Alors le plan Harris-Charest, c'est un retour en arrière, à une vieille recette. Moi, je préfère des leaders modernes. Je préfère citer Lionel Jospin, quand il dit: « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché. » Je préfère citer Tony Blair, lorsqu'il se félicite de « la renaissance de la politique progressiste », une politique qui ne veut « plus l'État omnipotent, mais pas non plus le laisser-faire ». « Il faut laisser derrière nous », dit Monsieur Blair, « une idéologie qui fait la promotion d'un individualisme étroit et qui croit que le marché a la solution à tous les problèmes. » Je préfère l'exemple du nouveau chancelier social-démocrate allemand, qui s'est fait élire en promettant un Sommet sur l'emploi réunissant le patronat et les syndicats, dans une nouvelle « alliance pour l'emploi ».

Voilà ce que disent et ce que font les gouvernements modernes, ceux qui font entrer les peuples dans le vingt et unième siècle. Ils disent et ils font le contraire de Jean Charest. Aujourd'hui, les personnes comme les peuples entiers refusent de se faire dicter leur conduite par les capitaux ou par une mondialisation débridée. Les personnes comme les peuples veulent avoir droit au chapitre, être une force de proposition, participer à la discussion, à la décision. C'est pourquoi, dans notre prochain mandat, nous poursuivrons notre aide aux réseaux qui forment le tissu social du Québec : l'aide à l'action communautaire autonome, à l'économie sociale, au mouvement coopératif. Nous proposons le renforcement des Carrefours jeunesse emploi que nous avons créé, et celui des Centres locaux de services communautaires, celui des services à domicile.

Nous reconnaissons un rôle accru aux parents et aux étudiants dans les écoles. Les succès de notre concertation nationale, les succès de nos sommets sur l'économie, l'emploi, l'agriculture, la lecture, et des États généraux de l'éducation, nous voulons les reproduire dans chaque localité, dans les nouveaux lieux de concertation que sont les Centres locaux de développement, les CLD. Là, les élus locaux, les représentants du patronat, des organisations syndicales, de l'économie sociale et rurale, des jeunes peuvent influencer, ensemble, sur leur développement social et économique. Jamais les décideurs locaux n'auront eu autant de moyens de se prendre en main. Et jamais il n'y a eu autant de femmes dans les lieux de pouvoir locaux que dans les CLD. Nous voyons là un pas de plus dans la construction du modèle québécois, celui d'un État moins centralisé et moins bureaucratique, un État plus proche du citoyen et de la citoyenne. Le fait que le Parti libéral

veuille abolir d'un trait de plume les Centres locaux de développement est un puissant symbole de leur refus de la concertation, de leur méconnaissance des régions, et de leur choix pour la confrontation.

La nouvelle volonté des gens de décider, c'est vrai dans nos quartiers, dans nos villes et nos villages. C'est vrai dans le village global que devient la planète. Un mouvement a surgi, depuis peu, aux quatre coins du globe. Un mouvement qui veut une mondialisation au service des peuples, pas des peuples au service de la mondialisation. Ce mouvement a mis, avec raison, du plomb dans l'aile au projet d'Accord multilatéral sur l'investissement. Ce mouvement prend de l'ampleur et débouchera, au cours des toutes prochaines années, sur des décisions déterminantes pour protéger les cultures nationales, discipliner les lois économiques internationales. Les représentants des nations du monde décideront de mesures qui affecteront notre environnement, nos lois du travail, nos droits. Une question cruciale se pose désormais: qui parlera au nom du Québec? Le Québec est aujourd'hui la 15^e puissance économique au monde, le septième partenaire commercial des États-Unis. Pourtant, si nous ne sommes pas souverains, nous n'aurons pas droit au chapitre. Le Salvador, le Yémen et la Bulgarie auront plus de poids dans ces choix que nous, simple province, minoritaire au Canada.

Aucune nation ne relève, comme le Québec, le défi de construire une identité originale, aux portes de la plus grande puissance économique et culturelle que le monde ait connue. Pourtant, si nous ne sommes pas souverains, nous n'aurons pas droit de parole dans les forums où s'inventeront les règles internationales sur la culture. Même le Canada, qui organise une conférence de ministres de la Culture, prétend qu'une députée de l'Ontario parlera en notre nom et à notre place. Jamais le Québec économique, culturel et social n'a été aussi prêt pour la souveraineté. Jamais l'absence de cette souveraineté ne nous sera aussi dommageable qu'au cours des années qui viennent. Les Québécoises et les Québécois ne doivent pas manquer le nouveau départ qui s'annonce. Et leur ticket, c'est un référendum gagnant sur la souveraineté. Pour y arriver, nous contractons l'engagement de réunir les conditions d'un référendum gagnant. Car le peuple du Québec ne peut pas, ne doit pas se dire non. Au contraire, il se doit à lui-même d'accéder enfin à la maîtrise de ses responsabilités et il se doit d'être, dès le début du troisième millénaire, à la table des décideurs, parmi ceux qui imagineront le prochain siècle. Ce qui nous ramène au choix électoral. On sait que les libéraux ne veulent pas que le Québec soit souverain. Ils ne veulent pas que les Québécoises et les Québécois se prennent en main, ni au niveau local, ni au niveau international. Fondamentalement, il y a quelque chose qu'ils n'ont pas compris au sujet du Québec. Ils n'ont pas compris que les femmes et les hommes du Québec sont fiers de leur différence, fiers de leur identité. C'est pourquoi nos adversaires libéraux veulent rapetisser notre capacité d'agir sur notre destin collectif, veulent nous rendre de plus en plus dépendants des lois du marché et de la mondialisation, veulent nous faire accepter le carcan d'une fédération qui ne reconnaît même pas notre existence comme peuple. Parce qu'il y a une certitude, à la prochaine élection. Si les libéraux étaient élus, c'est certain que le Québec ne sera pas souverain. Ça, c'est certain! Une autre chose qui est certaine, c'est qu'avec Jean Charest au pouvoir, le Québec n'obtiendrait pas un iota de pouvoir de plus du fédéral. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Jean Chrétien, ce matin, dans le quotidien La Presse. Il affirme que toutes les revendications traditionnelles du Québec sont satisfaites, y compris sur le partage des pouvoirs. Selon lui, on a eu tout ce qu'on voulait. Il dit ça très sérieusement. Je me suis demandé où il a pêché ça. Puis je me suis dit: bon sang, mais c'est bien sûr! Il a lu le

programme du Parti libéral du Québec. Bien sûr! Un programme qui ne demande rien pour le Québec. Avant, le PLQ réclamait le statut particulier, plus maintenant. Avant, le PLQ demandait la souveraineté culturelle. Plus maintenant. Avant, avec le rapport Allaire, le PLQ demandait 22 pouvoirs exclusifs. Plus maintenant et, avec Jean Charest, plus jamais!

Chrétien, Charest, c'est le tandem du surplace. Jean Chrétien espère, plus que tout autre, l'élection de Jean Charest. Il sait que, dans le dernier quart de siècle, c'est le Parti Québécois qui a fait avancer le Québec, même au sein de la fédération. C'est le gouvernement de René Lévesque qui a arraché à Pierre Trudeau l'entente sur l'immigration, celle qui a donné plus de marge de manœuvre au Québec, ce que les gouvernements libéraux précédents n'avaient pas réussi à faire. C'est le gouvernement de Jacques Parizeau qui a forcé Ottawa à rembourser les frais du référendum de 1992 sur Charlottetown, ce que les libéraux n'avaient pas réussi à faire. C'est Louise Harel et Jacques Brassard qui ont réussi à arracher à Ottawa la gestion de la main-d'œuvre, une revendication vieille de 32 ans. C'est Pauline Marois et Jacques Brassard qui ont formé la plus grande coalition jamais vue au Québec pour obtenir les commissions scolaires linguistiques, un dossier dans lequel les libéraux s'étaient complètement embourbés. Et maintenant que nous avons, pour la première fois, une coalition de toutes les provinces pour demander le droit de retrait avec compensation en matière sociale, ce que les libéraux n'avaient jamais réussi à accomplir. Il y a dix jours, le PLQ n'avait pas de programme économique et social. Maintenant il en a un: il propose de démanteler le modèle québécois et d'instaurer un gel de la compassion. Hier, le PLQ n'avait pas de programme constitutionnel: ce matin il en a un, signé de la main de Jean Chrétien, c'est le gel constitutionnel. Un régime libéral, ce serait un grand verglas qui durerait quatre ans. Moi, ça me fait froid dans le dos. Nous avons le droit d'être différents Mais il faut être de bon compte et admettre qu'il y a une différence entre Chrétien et Charest. Jean Chrétien, lui, insiste pour qu'on soit une province comme les autres. Jean Charest rêve qu'on soit une province comme une autre, comme l'Ontario de Mike Harris.

Au fond, à bien y penser, on dirait que ça les dérange qu'on soit différents et qu'on veuille se gouverner. On dirait que ça les dérange qu'au Québec, on fasse les choses autrement. Ça les dérange qu'on soit plus solidaires qu'en Ontario. Ça les dérange qu'on soit plus social-démocrate qu'en Alberta. Ça les dérange qu'on ait décidé d'avoir une action économique plus volontaire qu'ailleurs. Ça les dérange qu'on ait le goût du Québec. Au fond, on dirait que ça les dérange qu'on soit Québécois.

Ce qui fait que le choix est simple: Jean Charest a choisi l'Ontario de Mike Harris, Moi, comme vous, je préfère le Québec.

Merci.